

Bulgarie : les saisonniers en France bénéficiaires du chômage dans leur pays d'origine

Description

En décembre 2023, l'Institut national d'assurance (NOI) de Bulgarie a révélé ce qui apparaît être une faille du système d'assurance chômage, liée à la possibilité pour les actifs ayant travaillé au sein de l'UE de se faire ouvrir des droits en Bulgarie. Ce sont principalement des habitants du district de Blagoevgrad (Pirin), provenant de Gotse Delchev, Satovcha, Garmen, Razlog, Belitsa, Yakoruda et Petrich qui ont profité de la réglementation bienveillante en vigueur. Plusieurs centaines d'entre eux sont partis travailler en tant que saisonniers agricoles dans des pays de l'UE et, après un mois, sont revenus en Bulgarie avec des fiches de salaire d'un montant de 1 700 à 2 000 euros chacun. Ils se sont ensuite inscrits dans la foulée en tant que chômeurs auprès de leur agence locale d'emploi, afin de se faire ouvrir des droits aux allocations chômage pour la durée d'un an. En raison du salaire élevé qu'ils ont perçu à l'étranger, ils atteignent souvent le plafond de 85,71 levs d'indemnité versé par jour, car celui-ci est calculé sur la base de 60 % du salaire journalier moyen du dernier emploi de l'utilisateur.

Au second semestre 2023, ces saisonniers agricoles (principalement des femmes) ont été chaque mois plus de 4 000 à revenir de l'étranger et à demander à bénéficier de leur droit à l'allocation chômage. Près de la moitié d'entre eux provenaient du district de Blagoevgrad, et une autre partie des districts de Kardjali et de Targovishte.

Leur destination de prédilection est actuellement la France où, en saison, ils ont cueilli des fruits et ont vendangé pour 11,5 euros de l'heure (puis pour 14 euros à partir de la 35^{ème} heure).

Plusieurs saisonniers ont fait plusieurs fois l'aller-retour entre la Bulgarie et la France et ont partagé leur expérience sur les réseaux sociaux, incitant d'autres à partir eux aussi. C'est pourquoi cette pratique a été baptisée le « chômage français ». Elle a un coût pour le Trésor : en septembre 2023, alors que le montant de l'indemnisation moyenne du chômage en Bulgarie était de 659,04 levs (soit 336,64€), elle s'élevait dans le district de Blagoevgrad à 936,71 levs (478,44€). Ce type de mobilité n'est pas nouveau puisque, avant le Brexit, existait déjà le « chômage anglais ». Outre qu'ils ponctionnent le budget, ces départs contribuent à raréfier la main-d'œuvre dans la région de Blagoevgrad.

Les règles d'indemnisation du chômage devraient changer prochainement : pour obtenir une indemnité, il faudra pouvoir justifier de 6 mois d'activité. Le flux migratoire entre le Pirin et la France devrait alors se normaliser.

Sources : BNT, 24 Chasa, Pirin Press.

date créée

30/12/2023

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre